



CENTRO STUDI SUL FEDERALISMO

A  
l  
Lecture  
Spinelli  
e  
r  
o

# Lecture 2014

**Pascal Lamy**

**CIVILISER LA MONDIALISATION,  
UNE AMBITION POUR L'EUROPE**

Turin, 28 novembre 2014  
Aula Magna, Università degli Studi di Torino

**Pascal Lamy**

**CIVILISER LA MONDIALISATION,  
UNE AMBITION POUR L'EUROPE**

Monsieur le Président du Centre d'Etudes sur le Fédéralisme, mes chers amis, Mesdames et Messieurs,

Un premier mot d'abord pour vous prier de m'excuser de m'exprimer en français, mais mon italien n'est pas à la hauteur de votre institution. Un deuxième mot pour vous remercier de votre invitation à cette nouvelle édition de la Conférence Altiero Spinelli. Il m'a suffi de regarder les noms de ceux qui m'ont précédé à cette tribune pour mesurer l'honneur qui m'est fait en cette circonstance.

Il se trouve que j'appartiens à cette génération d'Européens qui ont eu la chance de connaître Altiero Spinelli et de mesurer la force de ses convictions et de son aspiration. Je pense aussi, parmi ceux qui m'ont précédé ici, à Tommaso Padoa-Schioppa, qui fut mon ami et mon successeur

comme président de *Notre Europe* à l'époque où cette institution ne s'appelait pas encore *Notre Europe - Institut Jacques Delors*. Je me souviens bien de Tommaso avec lequel j'ai beaucoup travaillé, de la rigueur intellectuelle qui était la sienne et de sa formidable conviction de la nécessité de l'intégration européenne.

Cette intégration européenne traverse aujourd'hui une mauvaise passe. Elle n'a certes jamais été un long fleuve tranquille, comme le Po de Paolo Rumiz. Elle a eu ses hautes eaux, ses basses eaux, ses rapides, ses méandres. Mais elle n'avait jamais connu jusqu'à présent une aussi longue crise. Quelle est cette crise et comment y répondre ?

Ce sont les deux moments de mon propos de ce soir. La crise que traverse l'Union européenne depuis maintenant plus de cinq ans est multiforme - comme toutes les crises graves - à la fois dans ses causes et dans ses conséquences. C'est à la fois une crise de croissance, une crise de gouvernance et une crise d'appartenance.

En premier lieu une crise de croissance. Je n'ai pas l'intention de vous abreuver de chiffres. En gros depuis le début de la crise, le produit intérieur brut européen par tête a stagné à plus 8-9%, alors que les Américains sont à plus 15% et les Chinois à plus 40%. Si l'on se projette à l'horizon de dix ans, la croissance attendue

en Europe, toute chose égale par ailleurs, serait de l'ordre de 1,5% par an, aux Etats Unis de l'ordre de 3% et dans les pays émergents de l'ordre de 6%. On est donc dans un rapport de 1 à 2 entre l'Europe et les Etats Unis et de 1 à 4 avec les pays émergents. Ces quelques chiffres suffisent pour nous convaincre que l'Europe est à la traîne en matière économique. Pourquoi ? Essentiellement en raison de quelques faiblesses structurelles.

La première, la plus importante, est son évolution démographique : notre Union européenne rétrécit. Elle s'est beaucoup élargie territorialement au fur et à mesure de son histoire, mais elle se rétrécit démographiquement. Elle vieillit et cela a inévitablement des conséquences en matière de croissance.

La deuxième faiblesse structurelle se situe dans le domaine énergétique, qui demeure un intransigent important dans tous les processus de production. Elle existait déjà avant la révolution du gaz et du pétrole de schiste aux Etats Unis. Avec cette révolution, notre désavantage de compétitivité en matière énergétique s'est aggravé et pèsera encore davantage dans les années à venir.

La troisième faiblesse structurelle est le rétrécissement de la place de l'Europe à la frontière technologique, alors que celle des Américains s'est accrue depuis vingt ans et qu'un cer-

tain nombre de pays émergents commencent à occuper une partie de cette frontière. La capacité d'innovation des Européens s'amointrie alors que nous savons que c'est à la frontière technologique que se préparent les produits et services qui seront consommés demain et que dans une économie capitaliste de marché il y a une forte prime à l'innovation.

La dernière faiblesse structurelle concerne la composition même du tissu économique européen. Malgré un processus d'intégration via les échanges et, pour une partie de l'Union européenne, une monnaie commune, les performances économiques et donc sociales des Etats membres ont divergé, et redonné une certaine pertinence aux critiques de l'Euro, au nom de la théorie des zones monétaires optimales.

La principale conséquence à mon sens, si on se situe à moyen-long terme, est que la faible croissance actuelle et à venir est une menace pour le modèle social européen, que la formule de la Chancelière allemande résume bien : « L'Europe, c'est 7% de la population mondiale, 20% l'économie mondiale et 50% des dépenses mondiales de sécurité sociale ». Ce 50% ne peut être maintenu que par une économie dont la richesse s'accroît suffisamment. Si cette augmentation se réduit, voire même cesse, alors naturellement le débat politique européen se crispe sur

la question du partage. Et c'est normal, dans la mesure où les économies européennes ont pour principale caractéristique par rapport aux autres économies de la planète, aujourd'hui comme demain, d'avoir un très fort quantum de redistribution.

Cette crise de croissance entraîne une crise de gouvernance. Je crois qu'il faut être lucide sur un point essentiel : le soutien des opinions publiques à l'intégration européenne s'est considérablement érodé au cours des dix dernières années. Le soutien à l'idée de faire progresser l'Union européenne a quasiment fondu de moitié. Ce qui est énorme.

Nous connaissons la traduction politique de ces sondages : c'est la montée dans les opinions publiques de courants non seulement eurosceptiques, mais aussi antieuropéens. Nous venons de le voir lors dernières élections au Parlement européen qui ont envoyé dans l'Hémicycle un contingent sans précédent de députés opposés à la poursuite de la construction européenne. Cela se traduit également par la montée des mouvements populistes, dans beaucoup, si ce n'est dans la plupart des Etats membres. Ces mouvements populistes ont un thème en commun : « Stop à l'intégration européenne. Revenons dans le vieux lit de l'Etat-Nation ». Ulrich Beck avait d'ailleurs parfaitement analysé ce phéno-

mène dans sa conférence *Altiero Spinelli* de 2010.

Il y a une crise de légitimité. Il y a aussi une crise de lisibilité. Au fur et à mesure de la construction de l'édifice institutionnel européen, qui est un ensemble très baroque, la lisibilité du système institutionnel européen, puis du fonctionnement des institutions européennes s'est perdue. La plupart des citoyennes et des citoyens européens ne sont pas capables d'expliquer simplement, et parfois pas du tout, comment fonctionnent les institutions européennes, qui est responsable de quoi, qui propose, qui décide, qui est le législateur, qui est l'exécutif, voire même ignorent l'existence du pouvoir judiciaire extrêmement puissant qu'est la Cour de Luxembourg.

Cette confusion s'est renforcée ces dernières années, malheureusement, au fur et à mesure de l'érosion du rôle de la Commission européenne comme représentant de l'intérêt général européen. Pour beaucoup de citoyennes et de citoyens européens la Commission est aujourd'hui perçue - parce que c'est hélas comme cela qu'elle est très souvent décrite - comme une sorte de monstre bureaucratique qui n'arrête pas d'enfler et d'étendre ses tentacules dans les endroits les plus reculés de notre vie quotidienne. Cette représentation d'une espèce d'énorme pieuvre bureaucratique bruxelloise se répand malheureusement dans les opinions.

Il y a donc un sérieux problème de gouvernance.

A la crise de croissance et la crise de gouvernance s'ajoute la crise d'appartenance. Le carburant idéologique de la construction européenne, celui qui a fourni l'énergie politique qu'ont utilisée les pères fondateurs, celui qui motivait pour l'essentiel la génération des Altiero Spinelli, était finalement assez simple. Il était fondé sur le refus des conflits qui avaient dégénéré en catastrophe sur le continent européen, à commencer par les deux Guerres mondiales. L'idée du « Plus jamais ça entre nous ! » était une idée extrêmement forte. Elle a d'ailleurs été à la fois portée par des personnes comme Spinelli et comme Churchill, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'avaient pas spécialement de raisons d'avoir des atomes politiques particulièrement crochus. Ce premier étage de la fusée européenne n'a pu décoller dans les années cinquante et soixante que grâce au refus du passé.

Pour de très bonnes raisons, ce carburant a disparu. Si j'essaie d'expliquer à mes petits-enfants pourquoi il est nécessaire de poursuivre cette œuvre d'unification européenne et que je leur dis que, par exemple, c'est pour que la France et l'Allemagne ne se fassent plus la guerre, ils me regardent d'un air étonné qui m'indique clairement que cela ne signifie absolument rien pour eux.

Si je leur parle de Churchill ou de de Gaulle, pour ne pas parler de De Gasperi, tous ces noms-là sont pour eux dans le même panier que Jeanne d'Arc, Louis XIV et Napoléon.

Par conséquent la raison d'être, le sens que nous voulons donner à cette unité sont en train de disparaître sans être remplacés par autre chose. Or, ce capital idéologique sur lequel nous avons vécu - et quand je dis « nous », j'entends ceux qui ont consacré une partie de leur vie à la construction de l'Europe - est inévitablement en train de fondre avec le temps et viendra, bien évidemment, le jour où il aura disparu, parce que c'est une affaire de mémoire et que le temps efface les mémoires.

Il suffit d'ailleurs de regarder ce qui se passe aujourd'hui au Royaume Uni avec des mouvements d'opinion très forts qui plaident pour la sortie de l'Union européenne - sans précédent en plus de soixante ans de construction européenne -, pour constater qu'ils ne trouvent pas en face d'eux d'arguments qui soient politiquement plus forts que celui qui consiste à dire : « chacun pour soi ; les efforts que nous déployons pour faire des choses ensemble ne valent pas le résultat. Vous n'êtes pas, vous les proeuropéens, capables de démontrer que nous faisons mieux ensemble que nous ne ferions tout seuls ». Or c'est le principal enjeu du projet européen.

La situation est donc très grave parce qu'un tel carburant, une telle vision et un soutien des opinions publiques sont absolument nécessaires pour surmonter les inévitables obstacles que constitue la création d'un espace supranational *ex nihilo*. Il n'y a pas dans le monde de processus équivalent à ce processus européen. Bien entendu, il y a ailleurs des processus d'intégration régionale, mais aucun n'a ce niveau d'ambition qui consiste à construire une union politique. Et nous savons que tout ceci n'est pas seulement une question de raison. C'est aussi une affaire de passion.

L'appartenance n'est pas quelque chose dont on vous persuade avec des raisonnements rationnels. C'est une affaire de sentiment. C'est une affaire d'émotion. C'est une affaire d'affect. Une identité qui fait le ciment d'une communauté c'est d'abord quelque chose de ressenti, c'est d'abord quelque chose qui vient de la mémoire, qui vient des traditions, avec lequel, en quelque sorte, on naît. Il est rare que les Français ou à leur tour les Allemands ou les Italiens - même si cela arrive de temps en temps - se posent sérieusement la question de savoir ce qu'ils font ensemble. Pourquoi ? Parce que ce ciment d'appartenance à une communauté est considéré comme acquis.

Ce n'est pas le cas en matière européenne. Si cela a été vrai pendant quelques décennies, ce

n'est plus le cas et nous sommes donc devant une sorte de vide d'appartenance qui évidemment est propice à toutes les critiques que les anti-européens entretiennent et, d'un certain point de vue, c'est bien naturel dans des sociétés démocratiques.

Nous avons donc une crise de croissance, une crise de gouvernance, une crise d'appartenance et mon sentiment est que ces trois crises s'entrecroisent et s'entremêlent les unes dans les autres. La faiblesse de la croissance entretient le doute sur la légitimité de la construction européenne. La crise de la croissance a tendance à démentir le vieux raisonnement qui veut que « ensemble nous allons faire mieux »; et simultanément cette faible croissance menace, voire par moments a commencé à éroder le modèle social européen qui définit l'identité européenne dans le monde globalisé d'aujourd'hui.

Cette situation attaque donc aussi la principale raison d'être de cette entreprise historiquement extraordinaire d'unification qui est de disposer d'une identité européenne dans le monde de demain.

Vue de cette manière, il y a des chances raisonnables que ces trois crises continuent à se nourrir l'une l'autre et c'est donc la raison pour laquelle il nous faut apporter des réponses à chacune de ces trois crises. A crise multiples, répon-

ses multiples et je voudrais maintenant les esquisser pour chacun des grands domaines que je viens d'indiquer.

Que faire en premier lieu pour la croissance ? J'ai dit tout à l'heure que la principale faiblesse de l'Union européenne était démographique. Dans ce domaine il n'y a pas beaucoup d'espoirs au moins à court-moyen terme. Nous connaissons tous la réponse que l'histoire a apportée au rétrécissement des populations. Elle s'appelle « l'immigration » : c'est évidemment la seule solution historique disponible. Force est de constater que dans l'état actuel des opinions européennes ce n'est pas pour demain. C'est peut-être pour après-demain. Certainement pas pour demain. Les raisons varient d'un pays à l'autre, mais les opinions publiques européennes sont aujourd'hui hostiles à l'immigration. Donc de ce côté-là, peu d'espoir à court terme.

En matière énergétique, qui était la deuxième faiblesse que j'indiquais, on est dans un domaine tout à fait différent. Je pense - et je ne suis pas le seul à le penser en Europe - qu'il y a là une entreprise à mener de manière beaucoup plus vigoureuse que ce qui a été fait ces dernières années. Pour l'instant, disons-le franchement, la transition énergétique européenne, qui est la bonne réponse à cette faiblesse structurelle d'un coût de l'énergie plus élevé que pour d'autres économies,

la réponse logique, rationnelle, est simple : il suffit d'utiliser moins d'énergie que les autres. Et d'ailleurs, ce faisant, nous serions portés à plus d'innovation technologique qui, également justifiée par les enjeux du changement climatique, nous donnera plus tard un avantage comparatif. Le raisonnement est imparable sur le plan économique.

Reste à construire une Union européenne de l'énergie. Ce n'est pas encore le cas. Nous connaissons tous, à l'intérieur de l'Union, le dosage qui est fait entre les problèmes de coût de l'énergie, ceux de la sécurité de l'approvisionnement, et ceux de l'impact environnemental de la consommation d'énergie. Les préférences collectives européennes en la matière sont encore extrêmement hétérogènes et aussi longtemps qu'elles le resteront, nous manquerons le formidable atout que peut représenter pour l'économie européenne une transition énergétique réussie. *Notre Europe - Institut Jacques Delors* a d'ailleurs consacré à ce sujet de nombreux travaux. Nous avons défendu ce projet, sous l'égide et l'impulsion de Jacques Delors lui-même, il y a déjà 5 ans. Nous allons très prochainement remettre sur la table un projet d'Union Européenne de l'Énergie beaucoup plus sophistiqué. Il est important d'avoir les idées et il ne restera qu'à réunir la volonté politique nécessaire pour réussir. C'est un domaine où nous avons un gros potentiel inexploité.

Côté frontières technologiques, je pense aussi qu'il n'y a rien d'absolument fatal au fait que les grands noms de la technologie d'aujourd'hui, les Facebook, les Twitter, les Amazon, les Apple ne soient pas européens - ce qui est hélas la réalité. Analysons les raisons du succès des Américains et le début de succès des Coréens et des Chinois dans ce domaine pour comparer à ce qui se passe en Europe. La différence saute aux yeux. La masse critique de leurs investissements sur des sujets particuliers atteignent des volumes dont nous sommes éloignés, nous Européens, qu'il s'agisse de la recherche publique ou de la recherche privée, parce que nous éparpillons nos ressources. Il y a sans doute certains domaines de la science où il est sage d'éparpiller les investissements de recherche. Regardez, par exemple, comment sont produits les médicaments. De temps en temps, il faut semer beaucoup pour récolter peu et cher. Mais dans l'ensemble la loi est une loi de concentration des moyens et, de ce point de vue-là, il reste beaucoup à faire en Europe, qu'il s'agisse de la gestion des fonds qui sont alloués à la recherche dans le secteur public ou de la structure des entreprises privées. Pour ne prendre qu'un exemple, si vous prenez le secteur des télécommunications, qui est encore - bien qu'il ne soit plus tout à fait - à la frontière de la technologie, vous avez trois ou quatre opérateurs aux Etats Unis, alors qu'en Europe vous

en avez trois ou quatre par pays multipliés par 28. Cela ne fait plus aucun sens. On ne peut pas parler d'une Europe qui a des ambitions dans ce domaine, si nous avons 50 ou 60 opérateurs de télécommunications pour un marché de 500 millions d'habitants, alors que les Américains en ont trois et que les Chinois, pour un peu plus d'un milliard d'individus, en ont deux ou trois. Donc, il y a dans ce domaine un potentiel à développer, à condition de prendre le recul nécessaire pour tracer le chemin.

Si l'on regarde les caractéristiques économiques de l'Europe, on note des faiblesses, mais elle a également une force qu'elle n'exploite pas assez, qui est la taille de son marché. Et quand je dis la taille, je pense non seulement au nombre de consommateurs mais à la richesse de ses consommateurs. Un marché, ce sont autant de consommateurs disposés à dépenser, et de ce point de vue l'Europe est et va demeurer pour les vingt ans à venir le marché le plus important du monde. Et quand on a un marché volumineux, on a un avantage comparatif considérable qui s'appelle les économies d'échelle qu'on peut réaliser sur le marché intérieur, en dehors même de ce qu'on peut faire à l'occasion de la globalisation des chaînes de production. Or la formidable taille du marché intérieur européen est sous-exploitée. Voilà maintenant une trentaine d'années - j'ai quelques raisons de m'en souvenir puisque

je travaillais à l'époque avec Jacques Delors de manière quotidienne - que nous avons lancé le projet d'un grand marché intérieur. Trente ans plus tard, nous sommes parvenus à le réaliser à 80-85% dans le domaine des biens et nous avons enregistré les effets positifs de ces économies d'échelle dans les années 1990. Souvenons-nous des millions d'emplois qui ont été créés. Quand on regarde le secteur des services, qui représentent aujourd'hui à peu près 70% de nos activités économiques, force est de constater que nous n'avons exploité ce marché intérieur qu'à hauteur environ de 40% en 30 ans. Il y a là une mine d'efficacité de 60% de notre marché intérieur en matière de service, et 60% de 70% d'une économie cela fait de l'ordre de 40% du total de l'économie. Il n'est pas forcément aisé de faire progresser l'intégration de notre marché des services. Il y a là un enjeu bien connu d'efficacité et également de restructuration. C'est quelque chose que nous devons avoir en tête. Nous avons là cependant une mine qu'il ne reste qu'à exploiter.

Si je compare, sans trop rentrer dans les chiffres, la productivité de l'économie américaine et la productivité de l'économie européenne, en matière industrielle, nous sommes à parité. Là où ils sont meilleurs que nous, c'est en matière de services, parce qu'ils exploitent mieux leur marché intérieur que nous ; et, dans une période où ce qu'on appelle la *servicification* de l'indu-

strie progresse, il y a évidemment là un enjeu de plus en plus fort.

Ce sont des enjeux structurels de moyen-long terme, mais je pourrais évoquer des enjeux d'un peu plus court terme, notamment la question de savoir s'il y a moyen de redonner un peu d'élan à nos économies européennes par le biais de programmes d'investissement publics et privés. Je crois que c'est le cas. Le nouveau président de la Commission européenne a annoncé un plan d'investissement de 300 milliards d'euros, qui ne comporte qu'une partie assez faible de finances publiques pour ne pas peser trop sur l'endettement européen. Je crois que cela va dans la même direction. Si j'avais moi-même à proposer quelque chose dans ce domaine, je crois que je triplerais la dose et, ce faisant, d'ailleurs, je me rapprocherais du Livre blanc que Jacques Delors avait produit en 1993. Si vous le relisez aujourd'hui, vous y trouverez des similarités frappantes, notamment tout ce qui s'apparentait à l'idée d'emprunt communautaire que l'on appelle maintenant les *project bonds*. Il y a là une piste prometteuse. Elle fut identifiée il y a très longtemps.

Encore faudrait-il à court terme vaincre un certain nombre de résistances. Mais si l'on investit dans ce paquet de mesures de croissance, on a la possibilité de passer de un point et demi

de croissance probable, évoqué précédemment, à quelque chose de l'ordre de 2-2,5% et c'est cette différence qui pourrait permettre de maintenir, voire de développer, le modèle social européen.

Quid en matière de gouvernance ? Je crois que, là aussi, les carottes ne sont pas cuites, comme on dit en français. Il y a diverses options, à condition de tenir compte de l'expérience du passé, que ce soit du côté du Parlement européen, de la Commission européenne ou du Conseil Européen.

Côté Parlement européen, si les mouvements anti-européens ont clairement marqué des points à l'occasion des dernières échéances électorales, les parlementaires européens sont aux deux tiers pro-européens. C'est une réalité qui ne doit pas être masquée par le dernier tiers dont la capacité politique d'influence sur les choix du Parlement européen demeure limitée. Souvenons-nous qu'en gros la répartition des forces politiques au niveau européen est d'un peu plus de 25% pour les chrétien-démocrates, un peu moins de 25% pour les socio-démocrates et d'environ 8% respectivement pour les Verts et les Libéraux. Cela fait, 25 + 25 + 8 + 8, soit une très solide majorité, évidemment à condition d'admettre que cette majorité fonctionne en coalition, dans un certain nombre de circonstances. Ce n'est pas obligatoire en permanen-

ce. Mais c'est faisable dans un certain nombre de domaines. Il y a donc là, à mon avis, un potentiel qu'il faut davantage exploiter du côté du Parlement européen.

Du côté de la Commission européenne, je crois que la question est assez simple. Il s'agit pour cette institution politique, et non bureaucratique, de redevenir une institution politique et non pas bureaucratique. Pour ce faire, la Commission doit reprendre le contrôle politique de l'agenda européen qu'elle avait, en très large partie, perdu au cours des cinq voire même des dix dernières années. Je crois que les structures de la nouvelle Commission, qui consistent à ce que le Président puisse s'appuyer sur un groupe plus limité de commissaires, les vice-présidents, que les Vingt-huit qui siègent au collège, va dans la bonne direction. Je pense personnellement que c'est une condition *sine qua non*. D'ailleurs, le think tank *Notre Europe* l'avait proposée. Il y a une possibilité pour la Commission de reprendre le contrôle politique, à condition qu'elle veuille bien se concentrer sur l'essentiel et que l'autorité de la Commission pour définir les priorités soit acceptée par tous les commissaires. Ce n'est pas quelque chose que le président de la Commission peut imposer. Les Commissaires doivent accepter de limiter, par moments, la tendance de leurs services à proposer des mesures dont la justification est, en général, tout à fait fondée, mais

dont la multiplication finit par créer un bruit politique, voire, de temps en temps, des contradictions - comme on l'a vu sur le dossier de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine - qui peuvent avoir des conséquences politiques dommageables. Donc, il y a là la possibilité de faire mieux et, en tout cas, les quelques signes qui ont été donnés par la nouvelle Commission vont, je crois, dans le bon sens.

Côté Conseil Européen, je passe sur les réformes de type institutionnel. Je crains, et ceci n'est pas tout à fait fidèle à la mémoire d'Altiero Spinelli, que les temps qui viennent ne soient pas propices à des grandes révisions ou reconstructions institutionnelles. Il faudrait par exemple remédier à ce qui est devenu à bien des égards une étrangeté qui est la dissociation d'un côté du Conseil européen et de l'autre du Conseil des Ministres. Il n'y a aucune raison pour que la représentation des États soit divisée entre deux institutions différentes alors que celle des citoyens est assurée dans une institution, le Parlement européen. On n'est plus dans le baroque, on est dans l'absurde.

Je ne reviens pas là-dessus pour le moment. Avec les mêmes institutions, le Conseil européen pourrait faire beaucoup mieux, ne serait-ce qu'en remédiant à la schizophrénie de ses membres. L'affaissement institutionnel de ces dix,

voire de ces quinze dernières années, vient en grande partie du comportement des dirigeants nationaux des Etats membres lorsqu'ils parlent d'Europe. Ce que j'appelle schizophrénie, c'est la double identité de nos dirigeants, celle du personnage national lorsqu'ils sont chez eux, et celle du personnage européen lorsqu'ils sont à Bruxelles ou à Strasbourg et qu'ils sont capables - schizophrènes qu'ils sont - de faire en sorte que, le lendemain du jour où ils ont été un personnage européen, le personnage national critique le personnage européen et vice-versa. D'ailleurs, quand les institutions européennes exercent leur mission de surveillance rapprochée de ce qui se passe dans les États membres, au nom des règles auxquelles ces Etats ont souscrit, le dirigeant européen se critique lui-même en tant que dirigeant national. Cette situation qui s'est développée, hélas, depuis de nombreuses années est mortifère pour le soutien des opinions publiques à la construction européenne. Un dirigeant national qui passe son temps à critiquer l'Europe à laquelle il appartient, alors qu'il siège au Conseil européen et qu'il est coresponsable des décisions qui sont prises au Conseil européen, est un être incompréhensible. Et ce que l'on ne comprend pas, on n'y adhère pas. Il y a là quelque chose de très profond auquel, encore une fois, il faut remédier. Cela n'exige ni convention, ni réaménagement total des institutions. Cela nécessite

des changements de comportement et c'est probablement moins compliqué que bien des reconstructions institutionnelles.

Comment revenir à la croissance, utiliser mieux les opportunités des institutions telles qu'elles existent, retrouver un sens de l'appartenance, c'est-à-dire régler ce problème que l'on pourrait qualifier d'*anthropolitique*, qui veut qu'il n'y ait de communauté d'appartenance que lorsqu'il y a des évidences d'appartenance et donc un narratif qui justifie cette appartenance ? Je crois qu'il faut écouter les anthropologues. Nous ne l'avons pas assez fait au cours des cinquante ou soixante dernières années. Peut-être aurions-nous mieux perçu ce que la construction européenne met en mouvement dans le domaine des symboles, des mémoires, des rêves et des cauchemars, si nous avions utilisé mieux les apports de l'anthropologie ou de l'ethnologie.

Il y a des évidences. Je me souviens, par exemple, - je l'ai rappelé dans mon dernier livre - du combat que nous avons mené avec Jacques Delors pour la création du programme Erasmus, qui est aujourd'hui devenu une évidence d'appartenance. Je connais une génération d'étudiants et d'étudiantes, voire d'anciens étudiants et d'étudiants Erasmus, pour qui Erasmus c'est l'appartenance européenne. Pas besoin de se demander pourquoi. L'évidence est là, parce qu'ils

ont concrètement vécu dans cette circonstance. On pourrait et devrait, à mon avis, explorer de nouveaux projets du type du programme amorcé pour lutter contre le chômage des jeunes, il y a à peu près un an, malgré des moyens assez limités. Pensez, par exemple, à un Erasmus de l'apprentissage : cela pourrait être une piste.

Je pense que dans des domaines plus techniques, comme celui de l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés, il faut créer des évidences, ou en tout cas remédier à ce qui à mes yeux est une anomalie, qui est que dans un espace économique commun, que nous n'arrêtons pas d'intégrer, les taux d'imposition sur les sociétés sont totalement divergents en raison du fait que l'on n'a pas les mêmes bases et les mêmes taux. Je crois qu'il y a là, y compris dans le monde des entreprises qui a sa propre influence sur le cours des choses, des pistes d'évidence, comme par exemple également le fait de créer un salaire minimum dans chaque Etat membre. Je ne dis pas qu'il faudrait que ce salaire soit le même dans tous les pays d'Europe, en tout cas à court terme, mais qu'il y a là un certain nombre de suggestions qui peuvent apparaître techniques et qui en réalité sont essentielles pour créer ces évidences d'appartenance.

Reste la grande affaire du narratif sur l'appartenance à l'Union européenne dont j'ai dit tout à

l'heure qu'il était en train de disparaître au fur et à mesure que le temps efface les mémoires ; et c'est là que je voudrais aborder, pour terminer, l'enjeu qui consiste à affirmer - je ne dis pas réaffirmer - l'ambition européenne de civiliser la mondialisation.

Pourquoi ? D'abord parce que cette mondialisation a besoin d'être civilisée. Elle a des effets bénéfiques - ils ont été évoqués tout à l'heure par le Président du Centre d'études fédéralistes - : la réduction de la pauvreté, l'interconnexion, l'interdépendance, les efficacités. Elle a également des effets négatifs. Nous les connaissons. Cette formidable réduction de la pauvreté s'est faite, pour l'instant, au prix d'une augmentation des inégalités. Le débat reste ouvert de savoir si cette phase d'accroissement des inégalités est un trait structurel du capitalisme de marché structuré ou si c'est une phase de transition. Il y a des arguments de part et d'autre. Nous savons aussi que l'empreinte environnementale de ce capitalisme de marché globalisé n'est pas tenable, encore que ceci n'a pas grande chose à voir avec la globalisation proprement dite, mais plutôt avec l'augmentation de la production. L'empreinte environnementale a à voir avec la croissance des systèmes de production. Certes elle s'est probablement accélérée avec la globalisation des échanges, mais l'essentiel vient des systèmes de

production eux-mêmes. Tout ceci nous le savons. La globalisation est comme Janus. Elle a un côté souriant et un côté grimaçant et nous devons, tout au moins de mon point de vue, prendre les dispositions, les attitudes, avoir les ambitions qui consistent à équilibrer cette globalisation de sorte que les effets positifs l'emportent sur les effets négatifs ; ce qui n'est pas garanti. Ce n'est pas parce que jusqu'à présent la globalisation a produit plus de bienfaits que de méfaits que c'est forcément vrai pour l'avenir, y compris si l'on prend en compte le poids que représente, pour les générations futures, la détérioration de l'environnement auquel nous avons procédé, en gros depuis la fin du XVIIIe siècle. Donc, l'enjeu qui consiste à maîtriser, à civiliser cette globalisation est un enjeu majeur pour les décennies qui viennent.

Pourquoi alors l'Europe doit-elle civiliser la mondialisation ? Tout simplement parce que dans le monde globalisé d'aujourd'hui, et probablement de demain - et je l'ai parcouru du Nord au Sud, et d'Ouest en Est pendant une trentaine d'années et continue à le faire -, c'est l'Europe qui offre la version la plus civilisée de ce modèle. Je l'ai dit tout à l'heure : la faiblesse de la croissance menace le modèle social européen et, ce faisant, l'identité européenne. Or, l'identité européenne réside dans ce modèle social. L'identité européenne vient certes du regard

que les Européens portent sur eux-mêmes, mais aujourd'hui, elle est, en quelque sorte, beaucoup plus claire dans le regard que les non-européens portent sur l'Europe. C'est quelque chose que j'ai mieux compris dans les dix ans que j'ai passés hors d'Europe. C'est l'endroit de ce monde globalisé où la tolérance aux inégalités est la plus faible. Comparez les pays européens, les opinions européennes, les attitudes européennes, l'idéologie que les Européens ont en commun à ce qui se passe, par exemple, aux États-Unis ou en Chine. Il est évident que la notion de cohésion sociale est beaucoup plus présente dans la civilisation européenne qu'elle ne l'est dans les autres civilisations. Sur les 22 pays les plus égalitaires de cette planète, il y a 20 pays européens, y compris d'ailleurs des pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne, comme la Norvège ou la Suisse ; la Suisse étant en quelque sorte la version centre-droit de ce que les socialdémocraties nordiques sont au centre-gauche, c'est-à-dire, contrairement à certaines apparences, un pays où les inégalités sont relativement faibles.

C'est donc à l'Europe d'assumer cette identité qui est, d'un certain point de vue, ce qui l'unit le plus. Pour ce qui est d'un narratif qui justifie l'appartenance, je crois qu'il est assez logique en effet de commencer par ce qui nous unit le plus. Or c'est ce modèle social qui nous différencie le plus des autres, à condition de prendre conscien-

ce de cette différence et de s'appuyer dessus pour créer ce narratif justificatif : c'est donc l'idée selon laquelle nous sommes les mieux placés pour civiliser la mondialisation ; loin de tout rêve impérialiste. Je pense que l'Europe qui était menaçante pour d'autres continents par ses volontés de domination, est terminée ; et c'est une bonne chose. Mais il y a de la place pour cette option européenne et je connais beaucoup de pays sur le continent africain ou le continent latino-américain, voire même certains pays du continent asiatique qui n'ont pas encore tout à fait déterminé le type de civilisation à laquelle ils aspirent. Beaucoup d'entre eux continuent à regarder l'Europe comme l'espoir d'un modèle globalisé civilisé même si, il est vrai, depuis quelques années, quelques doutes ont pu naître ici et là.

C'est sur ce point que je conclus parce que c'est là que nous revenons à Altiero Spinelli, à son terrain initial, celui du Manifeste de Ventotene écrit lorsqu'il était incarcéré, qui est le terrain des valeurs. Ce qui a fait la force de nos pères fondateurs - et il mérite de figurer dans la liste des pères fondateurs - c'était la force de leur convictions, l'idée que ce que nous faisons en décidant de lancer cette construction européenne, n'était pas juste de l'économie, juste de la technique. C'était quelque chose qu'il était nécessaire de faire pour que certaines valeurs prévalent sur d'autres.

À l'époque du Manifeste, il fallait faire prévaloir les valeurs contre le fascisme. Dieu merci, le monde d'aujourd'hui n'est plus ce qu'il était à l'époque, mais l'idée selon laquelle le processus d'unification européenne est fondamentalement liée à l'affirmation, à la promotion, voire, de temps en temps, à la défense de valeurs, reste vraie.

C'est une des raisons pour lesquelles je crois, en regardant le monde tel qu'il est, que nous pouvons ensemble - en nous projetant à dix ans, à vingt ans, à trente ans, à quarante ans, à cinquante ans - décider de civiliser cette globalisation qui est en cours, que nous devons retrouver le courage et l'ambition d'unifier l'Europe. C'est sur ce point, je crois, que nous pouvons rejoindre Altiero Spinelli.

Je vous remercie pour votre attention.

## LECTURE ALTIERO SPINELLI

Le Centre d'Études sur le Fédéralisme organise annuellement une Conférence sur des thèmes d'actualité européenne, intitulée à Altiero Spinelli, un des grands pères du fédéralisme européen. La *Lecture Spinelli 2014* a été donnée par Pascal Lamy.

**Altiero Spinelli** (1907-1986) écrivit avec Ernesto Rossi et Eugenio Colorni le "*Manifeste pour une Europe libre et unie*" (mieux connu comme "*Manifeste de Ventotene*") pendant la relégation dans l'île de Ventotene. Il fonda, en 1943, le Mouvement Fédéraliste Européen et, dans l'après-guerre, il fut un protagoniste de l'action pour la Fédération européenne. Membre de la Commission de Bruxelles au début des années Soixante-dix, il fit partie du premier Parlement européen élu à suffrage universel en 1979. Il fut l'auteur du Traité d'Union européenne en 1984.

**Pascal Lamy**, né en 1947, est diplômé de l'*École des Hautes Études Commerciales*, de l'*Institut d'Études Politiques* et de l'*École Nationale d'Administration*. Il a été directeur de cabinet du Président de la Commission européenne

Jacques Delors de 1983 à 1994, Directeur général du Crédit Lyonnais entre 1994 et 1999, Commissaire européen (au commerce) de 1999 à 2004, Directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce de 2005 à 2013. Il est Président Emeritus du think-tank *Institut Jacques Delors*.

*Lecture Altiero Spinelli:*

2014 • PASCAL LAMY

2013 • FRANCO GALLO

2012 • JEAN-CLAUDE TRICHET

2011 • VLADIMIRO ZAGREBELSKY

2010 • ULRICH BECK

2009 • PIETRO ROSSI

2007 • BRONISŁAW GEREMEK

2006 • TOMMASO PADOA-SCHIOPPA

2005 • TZVETAN TODOROV

---

Centro Studi sul Federalismo

Via Real Collegio, 30

10024 Moncalieri (TO) - Italy

Tel. +39 011 670 5024

Fax. +39 011 670 5081

[info@csfederalismo.it](mailto:info@csfederalismo.it)

[www.csfederalismo.it](http://www.csfederalismo.it)